



# EXTRAIT DU PROCES-VERBAL

DES SÉANCES DU CONSEIL D'ÉTAT

## AUSZUG AUS DEM PROTOKOLL DER SITZUNGEN DES STAATSRATES

Séance du                    13 MAI 1998  
*Sitzung vom*

### LE CONSEIL D'ETAT,

Vu la requête du 21 avril 1998 de la commune d'Hérémence sollicitant l'homologation de son nouveau plan d'affectation de zones et du règlement communal des constructions;

Vu les articles 75 et 78 de la constitution cantonale;

Vu les dispositions de la loi du 13 novembre 1980 sur le régime communal (LRC);

Vu les dispositions de la loi fédérale du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT) et ses dispositions cantonales d'application du 23 janvier 1987 (LCAT);

Vu les dispositions de la loi du 6 octobre 1976 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA);

Vu la décision du Conseil d'Etat du 23 avril 1997 donnant l'accord de principe au nouveau plan d'affectation de zones et au RCC projetés par le conseil communal d'Hérémence;

Vu l'avis de mise à l'enquête publique inséré dans le Bulletin officiel No 35 du 29 août 1997; les oppositions formulées à la suite de cette procédure ainsi que les décisions du conseil municipal statuant sur ces oppositions;

Vu la décision du 6 février 1998 de l'assemblée primaire de la commune d'Hérémence approuvant le nouveau plan d'affectation de zones et le RCC de la commune, décision publiée dans le Bulletin officiel No 7 du 13 février 1998;

Vu les deux recours déposés contre les décisions du conseil communal et de l'assemblée primaire d'Hérémence;

Vu la demande de la commune d'Hérémence d'homologuer les documents en deux phases, compte tenu de la durée de traitement des recours;

Vu le préavis du 4 mai 1998 du Service cantonal de l'aménagement du territoire;

Considérant qu'il y a urgence à légaliser par une homologation partielle les zones et prescriptions non contestées;

Attendu que les deux recours adressés au Conseil d'Etat seront examinés ultérieurement, dans le cadre d'une procédure séparée;

Sur la proposition du Département de la sécurité et des institutions,

**d é c i d e :**

1. d'homologuer les nouveaux plans d'affectation de zones et le règlement communal des constructions, approuvés par l'assemblée primaire d'Hérémence le 6 février 1998, **à l'exclusion de la zone "domaine skiable Val des Dix à aménager"**.
2. Il sera statué sur la zone non homologuée en même temps que sur le recours qui la remet en question.

droit de sceau : 60 francs

Pour copie conforme,  
LE CHANCELIER D'ÉTAT



- 5 extr. DSI — *À notifier par le Département*  
- 1 extr. IF